

**La formation sur le genre en République dominicaine :
l'articulation difficile entre une approche féministe
internationale et la dynamique locale**
**Gender Training in the Dominican Republic : The Difficulty of
Reconciling the International Feminist Approach to the Local
Dynamic**

Annie Vézina

Volume 17, Number 2, 2004

Féminisme, mondialisation et altermondialisation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/012401ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/012401ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Vézina, A. (2004). La formation sur le genre en République dominicaine : l'articulation difficile entre une approche féministe internationale et la dynamique locale. *Recherches féministes*, 17(2), 85-113.
<https://doi.org/10.7202/012401ar>

Article abstract

This article is about the effects of gender training activities on the identities of peasant dominican women, as well as on their capacity to act. Since the United Nations Fourth World Conference on Women in Beijing (1995), the importance of gender has been recognized by the main protagonists of development. It is important to study the diffusion of this perspective on a large scale, in order to better understand the impacts of development activities on «beneficiaries» women. It is through the examination of the vertical relationship between foreign agencies, dominican women's organisations, and their affiliate women's groups that the investigator presents results that are directly linked to the application of gender perspective in the Dominican Republic.

La formation sur le genre en République dominicaine : l'articulation difficile entre une approche féministe internationale et la dynamique locale

ANNIE VÉZINA

En République dominicaine, dans les années 80, les organisations non gouvernementales (ONG) de femmes ont commencé à occuper une place prépondérante dans l'articulation du mouvement féministe. À cette époque, comme dans l'ensemble du continent latino-américain, le pays connaissait une grave crise économique et les ajustements structurels alors imposés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international – abandon des subventions à l'alimentation, privatisation des entreprises d'État, compressions budgétaires dans les réseaux de protection sociale – ont entraîné une croissance significative des niveaux de pauvreté et le délaissement par l'État de plusieurs secteurs d'activité. Dans le but de pallier les effets dévastateurs de cette crise économique sur la population féminine, de nombreuses ONG, souvent subventionnées par les fonds d'organisations internationales, ont commencé à s'impliquer davantage sur le terrain (Paiewonsky 2000). Les militantes sont devenues des salariées à temps plein de ces ONG et l'accent a été mis sur le développement des capacités des féministes en tant que travailleuses spécialisées dans des domaines tels que la santé, l'éducation, la justice ou le crédit. Durant cette période, l'orientation dominante a été, pour les

féministes dominicaines, d'effectuer un travail pratique avec « la base ».

Le travail exécuté dans le contexte des activités d'une ONG est alors très ponctuel et ciblé. Il se concentre sur la mise en œuvre de projets concrets destinés à une population spécifique. Étant donné ses limites, le modèle ONG fait l'objet, depuis les années 90, de sévères critiques de la part de militantes et de chercheuses féministes dominicaines. Plusieurs relèvent l'incapacité des ONG de femmes à agir de façon autonome (surtout de par leurs liens de dépendance avec les bailleurs de fonds étrangers) et à jouer un rôle important sur le plan politique (Báez et Paiewonsky 2000). Clara Báez et Denise Paiewonsky soulignent l'importance de remettre en question les articulations verticales entre les organisations internationales (bailleurs de fonds), les ONG et les groupes bénéficiaires dans la mesure où elles peuvent nuire au déploiement de réseaux horizontaux entre les organisations locales (Báez et Paiewonsky 2000).

Dans le présent article, je souhaite montrer que les articulations verticales, dont traitent ces chercheuses, influent aussi sur les façons d'exposer les enjeux auxquels doivent faire face les femmes à qui s'adressent les activités de développement, en ce qui a trait notamment aux inégalités dans les rapports entre les hommes et les femmes, de même que les moyens à adopter pour changer les choses. Il s'agit d'une conclusion que j'ai pu dégager d'un stage de recherche effectué en République dominicaine lors de mes recherches doctorales en 2001-2002¹.

1. La démarche méthodologique suivie au cours de mes recherches repose sur une analyse historique et contextualisée des approches féministes utilisées par des organisations actives en République dominicaine (incluant des bailleurs de fonds étrangers, des ONG locales et des instances gouvernementales), de même que sur un examen des pratiques mises en œuvre par ces institutions pour lutter contre la pauvreté des femmes et les inégalités de genre. Pour effectuer cette analyse, j'ai consulté plusieurs documents officiels et mené des entrevues auprès de fonctionnaires et de membres du personnel d'organisations étrangères et j'ai aussi assisté à quelques rencontres féministes. Cependant, la part la plus importante de mes travaux de collecte de données a été consacrée à la réalisation d'études ethnographiques auprès de deux organisations de femmes et de leurs groupes affiliés (les critères qui m'ont amenée à choisir ces deux organisations seront exposés plus loin). J'ai effectué une dizaine d'entrevues avec les dirigeantes des organisations, 24 entrevues avec des paysannes et de l'observation participante lors des réunions de groupes et de divers ateliers.

J'ai fait le choix d'aborder cet aspect à partir de la formation sur le genre compte tenu de l'importance de cette dernière et de la place qu'elle occupe dans les activités des organisations internationales et, par ricochet, dans les activités des organisations qui y sont liées sur le terrain en République dominicaine. Le thème du « genre » a en effet été largement répandu dans le système du développement international, en particulier depuis la Quatrième Conférence internationale sur les femmes de Beijing en 1995, avec l'avènement d'une nouvelle approche féministe appelée l'« approche genre et développement » (GD), aussi nommée « perspective de genre ».

Dans un premier temps, je définirai en quoi consiste l'approche GD, tout en formulant certaines critiques quant à son processus de mise en pratique. Par la suite, je procéderai à la présentation des organisations de femmes dominicaines, la Fundación Mujer-Iglesia et la Federación de Mujeres de la Cordillera Septentrional (FEMUCOS), auprès desquelles j'ai effectué mes recherches doctorales. Il sera notamment question de leur implication dans la diffusion des connaissances sur le genre auprès de leurs groupes de femmes affiliés. Puis, je présenterai certains éléments caractéristiques des groupes de paysannes rencontrés et je me pencherai sur les interprétations que ces femmes donnent à la perspective de genre.

La définition et la mise en pratique de l'approche GD

L'approche GD, ou perspective de genre, a vu le jour durant les années 90, à la suite de nombreuses critiques de féministes dénonçant le fait que l'approche d'intégration des femmes au développement (IFD)² ne remettait pas en question les rapports sociaux de genre. Dans les discours, l'approche GD va plus loin que celle de l'IFD : elle commande un réexamen fondamental des structures et des

2. L'approche IFD était celle qui avait jusque-là dominé dans le champ « femmes et développement ». Elle porte sur la reconnaissance de la contribution économique des femmes à la société et sur la nécessité de leur donner plein accès aux bénéfices du développement. Elle plaide en faveur d'une reconnaissance de l'égalité des hommes et des femmes dans toutes les sphères de la vie, mais, dans les faits, cette approche a tendance à se concentrer sur les aspects productifs des femmes (St-Hilaire 1993).

institutions sociales qui font en sorte que les femmes sont constamment reléguées à des rôles inférieurs. Elle se réfère au fait que les rôles assignés aux hommes et aux femmes et leurs situations dans la société ne sont pas attribuables à des différences sexuelles mais plutôt à des constructions sociales qui offrent le plus souvent des avantages aux hommes. En théorie comme en pratique, cette nouvelle approche cherche donc à changer la position secondaire qu'occupent le plus souvent les femmes au sein de la famille et de la société.

Avec les préparatifs de la Quatrième Conférence internationale sur les femmes de Beijing, une plus grande collaboration entre les ONG et les gouvernements a fait en sorte que le thème du genre s'est largement répandu sur le plan mondial. Dans la foulée de cet événement, il s'est créé une sorte de consensus entre les promoteurs majeurs du développement (l'Organisation des Nations Unies (ONU), la Banque mondiale, les gouvernements signataires de la plate-forme de Beijing et les ONG) quant à la nécessité de mettre en pratique la perspective de genre. Dans la réalité, celle-ci s'articule toutefois mal autour des activités du développement. Il est, par exemple, très difficile de trouver des projets élaborés suivant l'approche GD : « de tels projets font rarement partie des programmes des principales agences de développement parce qu'ils mettent l'accent sur le changement fondamental de la société et comprennent un examen des rapports sociaux entre les sexes » (Rathgeber 1994 : 91).

Selon Rathgeber, la tendance des principales agences est de continuer à situer les problèmes dans le contexte des structures socioéconomiques existantes au lieu de remettre en question ces mêmes contextes. Dans l'éventualité où l'approche GD exercerait son plein rôle dans les projets de développement, ces derniers devraient être conçus de la manière suivante :

[D]onner le pouvoir aux femmes, [...] leur donner une voix égale, en reconnaissant toute l'étendue de leurs connaissances, de leurs expériences et de leurs activités, y compris à la fois le travail de production et de reproduction. Ils remettraient en question les conceptions traditionnelles des rôles et responsabilités des deux sexes et offriraient une définition plus équitable du concept de « développement », de même que des contributions faites par les femmes et par

les hommes dans la poursuite des objectifs sociétaux »
(Rathgeber 1994 : 91).

La difficulté de traduire dans la pratique la perspective de genre, selon cette dernière interprétation, fait en sorte que toute intervention qui prend en considération les femmes (la féminisation du vocabulaire dans les documents officiels des agences, l'introduction d'indicateurs différenciés selon le sexe dans les analyses, la promotion d'une plus grande présence des femmes dans les instances politiques, etc.) remplace souvent la remise en question plus fondamentale qui devrait en découler. Quelle que soit l'extension donnée à cette notion, sa mise en pratique doit néanmoins prévoir des séances de formation, étant donné les conceptualisations relativement nouvelles que cette approche véhicule sur les rapports entre les hommes et les femmes.

Les activités de formation sur le genre organisées dans les pays du Sud se basent, en grande partie, sur des réflexions et des méthodes utilisées par des femmes des pays du Nord (Largo 1998). Un exemple de méthode couramment utilisée dans des activités de développement (du Nord vers le Sud) se nomme « planification du genre dans le développement ». Cette approche est souvent celle qui est privilégiée dans les pays d'Amérique latine pour amener un changement dans les mentalités et les façons de faire :

Grâce à la « planification du genre dans le développement », il devient possible de considérer les besoins différenciés des hommes et des femmes, selon leurs rôles et leurs responsabilités ainsi que les « intérêts spécifiques » des femmes afin qu'elles obtiennent une plus grande autonomie, comme le soulignent les auteures Maxine Molyneux et Caroline Moser. Le terme autonomisation (*empowerment*) fait apparaître des objectifs en vue de renforcer les capacités des femmes et, en conséquence, de rendre les relations plus égalitaires avec les hommes à partir d'une plus grande autonomie [des femmes]. C'est ainsi que la formation sur le genre offerte aux fonctionnaires publiques est devenue nécessaire au sein des instances gouvernementales créées pour promouvoir l'équité ou la « justice des genres » (traduction libre de l'auteure; Largo 1998 : 10).

Dans l'approche de « planification du genre », qui s'inspire des travaux de Maxine Molyneux et qui a été popularisée par Caroline Moser, l'accent est mis sur les notions d'autonomisation (*empowerment*) et d'égalité. Les femmes doivent augmenter leur confiance en elles-mêmes et assurer un plus grand contrôle sur les ressources matérielles et non matérielles (Moser 1992 : 107). Elles doivent aussi rechercher l'atteinte de l'égalité dans leurs rapports avec les hommes. Cette approche implique notamment de diviser les intérêts des femmes en trois catégories : les « intérêts des femmes » (qui diffèrent des « intérêts des hommes »), les « intérêts pratiques de genre » et les « intérêts stratégiques de genre »³. Cette classification est toutefois remise en question par les féministes poststructuralistes pour différentes raisons.

La chercheuse Amy Conger Lind déplore, entre autres, le fait que les approches de Molyneux et de Moser associent, implicitement ou explicitement, les intérêts pratiques de genre (c'est-à-dire les intérêts basés sur des besoins de base comme la nourriture, l'eau ou le logement) aux mouvements de femmes pauvres et les intérêts stratégiques (c'est-à-dire ceux qui concernent l'atteinte de l'égalité entre les hommes et les femmes) aux mouvements féministes composés de femmes de classe moyenne (Conger Lind 1992). Il est courant de trouver ces associations dans les écrits scientifiques pour différencier les mouvements des femmes des mouvements féministes, comme en témoignent les travaux des chercheuses dominicaines Carmen Luisa Figueiras (1995) et Ochy Curiel (1998). Or, selon Conger Lind, cette utilisation est potentiellement néfaste puisqu'elle laisse entendre qu'une stratégie de survie ne peut remettre en question l'ordre social, ce qui a comme conséquence de « dénaturer » les luttes quotidiennes des femmes des milieux populaires en faisant disparaître leur potentiel d'incidence politique.

Dans les recherches que j'ai effectuées en République dominicaine en 2001-2002, j'ai pu établir deux constats qui rejoignent

3. La distinction entre les intérêts pratiques et stratégiques de genre établie par Maxine Molyneux a été reprise par Caroline Moser et adaptée au contexte spécifique des projets de développement. Au lieu d'employer le terme « intérêt », cette dernière parle plutôt des besoins pratiques et des besoins stratégiques de genre (Moser 1992).

à plusieurs égards les critiques des féministes poststructuralistes quant à l'utilisation des catégories prémentionnées. D'une part, les femmes qui choisissent de se regrouper, sans nécessairement viser au départ des transformations dans les rapports entre les hommes et les femmes, peuvent discuter, échanger des idées et devenir de plus en plus politisées en ce qui a trait aux enjeux qui concernent le genre. D'autre part, étant donné la force des représentations des « hommes » et des « femmes » qui circulent dans toute société, il faut accepter qu'il y a des limites à ce que les femmes sont en mesure de faire pour améliorer leur position dans la famille et la société à un moment historique donné. Dans la mise en pratique de la perspective de genre à travers les ONG dominicaines, ces éléments ne sont pas considérés. Pour illustrer mes propos à ce sujet, je me référerai à des données issues des études ethnographiques que j'ai réalisées auprès de deux organisations de femmes dominicaines, soit la Fundación Mujer-Iglesia et la FEMUCOS, de même qu'auprès de huit de leurs groupes de femmes affiliés.

La Fundación Mujer-Iglesia et la FEMUCOS

La sélection des deux organisations rencontrées durant mes études ethnographiques, soit la Fundación Mujer-Iglesia et la FEMUCOS, repose sur mon expérience antérieure dans le domaine du développement international. J'avais en effet déjà rencontré, à deux ou trois reprises, les dirigeantes de ces organisations qui, en 1998 et en 1999, ont respectivement soumis des projets de développement au Plan Nagua, ONG québécoise pour laquelle j'ai travaillé à titre de gestionnaire de projets pendant plus d'un an et demi. Dans les deux cas, j'avais été chargée de présenter leur projet respectif, qui concernait la mise en place de microentreprises pour les femmes, au principal bailleur de fonds du Plan Nagua, soit l'Agence canadienne de développement international (ACDI). L'une et l'autre de ces organisations avaient vu leur projet de microentreprises accepté et avaient reçu des fonds canadiens et québécois pour le réaliser.

Au départ, mes recherches se sont beaucoup concentrées sur les effets sur les femmes dominicaines des projets de microentreprises

gérés par la Fundación Mujer-Iglesia et la FEMUCOS. Puis j'ai commencé à m'intéresser également aux effets produits par les activités de formation sur le genre, étant donné la place majeure accordée par ces organisations à ce type de formation. Des éléments importants différenciaient la Fundación Mujer-Iglesia de la FEMUCOS, surtout sur le plan organisationnel. La première était une ONG de femmes expérimentée dans la réalisation de projets de développement. Elle était située dans la ville de Santiago de los Caballeros et organisait des activités destinées à des groupes de femmes des zones semi-urbaines et rurales des alentours. Pour sa part, la FEMUCOS était un regroupement de paysannes, situé en montagne, qui vivait sa première expérience en matière de projets de développement. Ses activités s'adressaient directement à ses membres, dans la mesure où, pour faire partie du comité de direction, les femmes devaient être à la base membres du groupe de leur communauté. Ces différences ont joué un rôle dans ma sélection de ces organisations puisqu'elles laissaient présager des distinctions dans les façons d'appliquer les projets et de diffuser les connaissances sur le genre aux groupes de femmes.

La Fundación Mujer-Iglesia et les activités de formation sur le genre

La Fundación Mujer-Iglesia a vu le jour en 1984 et portait alors le nom d'« Équipe de femmes de la paroisse La Altagracia ». À ses débuts, l'Équipe cherchait à mieux connaître les groupes de femmes qui vivaient dans les zones rurales et semi-urbaines de la ville de Santiago (la deuxième ville en importance après la capitale Santo Domingo) afin de leur apporter une assistance. Lors de la réalisation de mes recherches, la Fundación Mujer-Iglesia travaillait auprès de 27 groupes de femmes. Soulignons que la ligne de travail de l'organisation correspond, depuis sa création, aux préceptes de la théologie de la libération appliqués plus précisément à la situation de vie des femmes⁴. Les buts visés consistent à amener les femmes à se

4. Les femmes de la Fundación Mujer-Iglesia résument cette ligne de travail en disant qu'il s'agit d'offrir des apprentissages qui aident à transformer la réalité concrète des

valoriser, à se donner une identité comme groupe et à prendre conscience des obstacles à affronter sur le plan du développement et de la participation sociale étant donné leur condition de genre.

De 1984 à 1987, les femmes de cette organisation ont commencé à se déplacer pour aller visiter les groupes et faire de l'éducation populaire. Elles travaillaient de façon bénévole le soir, les fins de semaine et les jours fériés. En 1988, la Fundación Mujer-Iglesia a reçu une première aide financière extérieure de la Belgique pour réaliser un projet axé sur l'éducation. Puis d'autres appuis financiers en provenance, notamment, du Canada et de l'Allemagne lui ont permis de poursuivre ses activités et d'élargir ses domaines d'intervention. Vers le milieu des années 90, le volet « santé » a commencé à prendre de plus en plus d'importance, de sorte que cette organisation sert aujourd'hui de point de communication entre les paysannes et les institutions locales qui offrent des services de santé⁵. Au cours des dernières années, la Fundación Mujer-Iglesia s'est pourvue d'un fonds rotatif⁶ (que sont venues alimenter les ressources versées à travers le projet du Plan Nagua) et alloue des prêts destinés au démarrage de microentreprises gérées par ses groupes de femmes affiliés.

En 1994, la Fundación Mujer-Iglesia a été pressentie pour participer à un projet de recherche de la Unidad de Género y Desarrollo (GADU)⁷. Dans ce cadre, la Fundación Mujer-Iglesia a mis au point des ateliers portant sur le genre destinés à des femmes de Santiago et de Loma Cabrera, situé dans la zone frontalière avec Haïti. Le projet de recherche de la GADU impliquait la réalisation d'activités dans divers pays (Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Cuba, Puerto Rico et Caraïbes de l'Est), en vue de rassembler des données sur les femmes du Sud et de les présenter lors

femmes afin d'atteindre des niveaux plus élevés de justice et d'égalité, tant en ce qui concerne les relations interpersonnelles qu'en ce qui a trait aux relations sociales.

5. La Fundación Mujer-Iglesia anime aussi depuis plusieurs années des émissions de radio hebdomadaires et produit des brochures, des documents éducatifs et un bulletin publié tous les trois mois.
6. Un fonds rotatif est un fonds dans lequel les intérêts viennent s'accumuler au capital de façon à être en mesure constamment d'accorder de nouveaux prêts.
7. L'Unité genre et développement.

de la Conférence de Beijing en 1995. Pour son 50^e anniversaire, OXFAM s'était donné comme but de « faire entendre la voix du Sud », par l'adoption de cette initiative venue de la GADU⁸ qui voulait rapprocher les femmes du Sud et celles du Nord en permettant aux premières d'obtenir un espace pour parler de leurs problèmes (Vásquez 1993).

Parallèlement au projet de la GADU, la Fundación Mujer-Iglesia a également participé à la production du guide d'OXFAM regroupant des conseils pour réaliser six ateliers différents sur le genre⁹. Outre l'expérience acquise par l'entremise d'OXFAM, les dirigeantes de la Fundación Mujer-Iglesia ont également reçu une formation sur le genre de l'organisation allemande Servicio Alemán de Cooperación Social-Técnica laquelle, pendant cinq ans, a financé la réalisation de divers projets gérés par l'organisation. Elles ont partagé par la suite leurs apprentissages avec leurs groupes affiliés, notamment à travers la réalisation du projet *Mujer y Equidad*¹⁰ financé par une autre organisation allemande, Día Mundial de Oración. Ce projet de la Fundación Mujer-Iglesia avait pour objet d'expliquer aux femmes ce qu'était la perspective de genre en travaillant sur deux aspects particuliers : la Loi n° 24-97 contre la violence familiale et la Charte des droits de l'Homme. Dans le formulaire de présentation du projet, l'accent est mis sur le fait que le projet devrait contribuer, du moins dans une certaine mesure, à sortir les femmes de l'anonymat, de la marginalité et des situations discriminatoires vécues par les Dominicaines. On y indique aussi ceci :

-
8. Il ne s'agit pas du premier événement lié à la problématique de genre dans les Caraïbes. En 1987, « le bureau régional d'OXFAM à Santo Domingo a servi d'hôte pour la réalisation d'un atelier caribéen-latino-américain sur le genre » (Vásquez 1994 : 2). Aussi, différentes études sur les femmes de la région y ont été réalisées dans l'optique de contribuer à la définition d'une politique sur le genre.
 9. Dans un des ateliers, les participantes et les participants sont appelés à effectuer une classification des actions telles que la confection de jardins pour les femmes, l'organisation d'une campagne contre la violence domestique, la construction d'habitations, l'offre de cours de nutrition pour les hommes ou l'installation de garderies, selon qu'il s'agit de besoins pratiques de genre (NPG) ou de besoins stratégiques de genre (NEG). Par la suite, il leur faut indiquer l'impact de ces actions sur les structures de pouvoir et la culture locale.
 10. Le titre de ce projet pourrait être traduit en français par « Femme et équité ».

La réflexion et l'analyse sur les femmes et avec elles les stimulent à entreprendre des actions pour se défendre dans la vie et gagner du pouvoir, afin d'affronter le nouveau millénaire que l'on souhaite plus équitable dans les rapports de genre et plus juste pour la population (traduction libre de l'auteure; Fundación Mujer-Iglesia 1998 : 1).

Des activités réalisées par la Fundación Mujer-Iglesia concernant la formation sur le genre, il ressort que la transmission de connaissances sur ce thème implique de faire connaître un nouveau discours sur les rapports entre les hommes et les femmes promu par des organisations étrangères, discours qui diffère des règles de conduite établies sur la base des paramètres culturels locaux. Si l'on enseigne aux femmes ce qu'elles ne savent pas des lois existantes, de leur situation et de leurs conditions d'exploitation, des possibilités nouvelles apparaissent pour leur faire découvrir une autre approche, de même que changer telle ou telle règle. Donc, en principe, la formation sur le genre véhicule des connaissances qui pourraient amener des changements favorables dans la vie des femmes. Le problème est que ces possibilités de transformation dépendent beaucoup de la marge de liberté dont les individus disposent pour renverser tel ou tel aspect des règles de conduite qui règnent localement. Cette marge de liberté est limitée pour les paysannes dominicaines, et il est important d'en tenir compte pour comprendre les effets qui peuvent découler des tentatives d'application de la perspective de genre.

Les femmes dominicaines sont, entre autres, limitées dans leur capacité d'agir de par les représentations des identités des « hommes » et des « femmes » véhiculées dans la société. Des manières de se conduire sont associées à ces représentations, et il est difficile pour ces femmes de les transgresser sans faire l'objet de commentaires ou parfois même sans subir des actes de violence. L'anthropologue dominicaine Tahira Vargas souligne, par exemple, le fait que l'homme dominicain ne veut pas être « contrôlé » par sa femme et que, le cas échéant, il risque de faire preuve de violence envers elle (Vargas 1998). Dans les écrits sur la perspective de genre, on fait généralement peu de cas des conditions réelles d'application des enseignements transmis. Il y est aussi rarement question de

l'importance du type de relations (vertical) entre la ou les formatrices et les participantes. À titre d'exemple, la chercheuse féministe Jeannine Anderson, dans son article qui porte sur la formation sur le genre, outre qu'elle décrit les conflits pouvant survenir entre l'homme et la femme comme étant dans l'ordre naturel des choses, dépeint les participantes en termes misérabilistes :

Le conflit [...] peut surprendre et peiner ceux et celles qui regardent de l'extérieur et d'en haut des femmes qu'ils et elles perçoivent comme faibles, sur le plan personnel et structurel [...] Dans plusieurs projets de développement, il existe un fort sentiment de protection des plus faibles de la société. Nous ne pensons pas habituellement que, derrière un projet qui a demandé beaucoup d'efforts, il reste encore des batailles que les femmes doivent mener. Cependant, cela est bel et bien la condition humaine et la vie. C'est, de plus, ce qui donne une signification aux rapports de genre et qui les rend émotionnellement si engageants (traduction libre de l'auteure; Anderson 1998 : 51).

Or, il importe de tenir compte du fait que le choix d'une personne d'adhérer ou non aux enseignements reçus et d'agir pour changer les choses ne dépend pas seulement de sa volonté personnelle. Les conflits pouvant survenir dans la foulée d'une formation sur le genre ne se déroulent pas seulement entre un homme et une femme. Celle-ci, dans sa volonté de changer les choses, doit non seulement entrer en confrontation avec l'homme mais aussi avec un ordre complexe de discours (qui donne forme aux représentations sociales) et de relations de pouvoir, ce qu'elle ne peut faire seule. Pour que des femmes puissent, par exemple, obtenir une reconnaissance politique de leurs droits, il leur faut démarrer un processus qui dépend des possibilités collectives. Est « possible » ce qu'une personne ou un groupe de personnes peut vraiment être ou faire dans le moment historique où elle ou il se trouve. En ce sens, il ne s'agit pas d'être contre les droits des femmes, mais bien de reconnaître le prix qu'elles ont à payer pour les faire appliquer (Deneulin et Mella 2002). Les commentaires recueillis auprès de dirigeantes et de membres de la FEMUCOS illustrent l'importance de

tenir compte de l'environnement dans une perspective de changement des rapports hommes-femmes.

Les femmes de la FEMUCOS et la prise de conscience du genre

La FEMUCOS a vu le jour en 1990. Cette fédération réunit 21 groupes de paysannes répartis sur un large territoire formé de trois provinces : Puerto Plata, Santiago et Valverde. En 2002, au moment de mes recherches, la FEMUCOS n'avait pas encore obtenu son statut d'ONG, bien que des démarches aient été effectuées en ce sens¹¹. À la différence de la Fundación Mujer-Iglesia où des femmes de la ville travaillent auprès des femmes habitant les zones semi-urbaines et rurales, les dirigeantes de la FEMUCOS sont toutes, à la base, membres du groupe de femmes de leur communauté rurale. La FEMUCOS est souvent présentée comme étant la « fille » d'un organisme « père » appelé Centro de Educación Popular de la Cordillera Septentrional (CEPOCS), établissement d'éducation populaire, dont le niveau organisationnel et le rayonnement équivalent à peu près à ceux de la Fundación Mujer-Iglesia. Les liens de proximité qui existent entre la FEMUCOS et le CEPOCS font en sorte qu'il est impossible de se référer à la première sans, au préalable, avoir présenté le second.

Le CEPOCS tire son origine d'un processus de réflexion instauré dans les années 80 et dont l'objet est alors de résoudre certains problèmes ressentis au sein du Movimiento Campesino Independiente (MCI) (Mouvement paysan indépendant). Ce processus de réflexion a abouti à la constitution d'une équipe de coordination devant insuffler une nouvelle orientation au mouvement paysan à travers l'établissement d'une vision politique différente. C'est cette équipe qui a donné naissance au CEPOCS, en 1988. À cette époque, le CEPOCS organisait de larges rencontres et des ateliers auxquels étaient conviés les associations d'agriculteurs et

11. En 2004, la FEMUCOS n'avait toujours pas obtenu le statut d'ONG. Les conditions exigées par le gouvernement pour l'obtention de ce statut se seraient resserrées depuis les cinq dernières années.

les *centros de madres* (centres de mères). Puis a surgi l'idée de constituer une organisation uniquement féminine.

En 1990, la FEMUCOS voyait le jour. Pour solidifier les assises de la nouvelle fédération, les employés et employées du CEPOCS effectuaient constamment des visites dans les communautés afin de promouvoir le renforcement des centres de mères existants et d'envisager la possibilité d'en créer de nouveaux. Dans le but de poursuivre le travail d'éducation amorcé avec les agriculteurs et les groupes de femmes, le CEPOCS a commencé à solliciter, auprès de bailleurs de fonds étrangers, les fonds nécessaires à la réalisation de ses activités de formation. Il a obtenu différents appuis financiers provenant, notamment, d'institutions allemande et américaine. Une partie des sommes reçues a servi à organiser des ateliers éducatifs pour les femmes des centres de mères membres de la FEMUCOS. Cette dernière a également reçu, à travers le projet financé par le Plan Nagua, des sommes d'argent destinées à son renforcement institutionnel de même qu'à la création d'un fonds rotatif pour effectuer des prêts aux femmes.

De façon parallèle, tout comme cela a été le cas pour la Fundación Mujer-Iglesia, les dirigeantes de la FEMUCOS se sont familiarisées avec la perspective de genre à travers leurs rapports avec des organisations étrangères. Des femmes de la FEMUCOS ont reçu une formation sur le genre offerte par l'association suisse Helvetas, bien que cette dernière ne leur ait jamais alloué d'argent pour un projet. Puis les dirigeantes ont elles-mêmes conçu des cours sur le thème du genre en se référant, notamment, au guide d'OXFAM aussi utilisé par la Fundación Mujer-Iglesia. Quelques-unes d'entre elles ont obtenu le statut de « formatrices » et transmis leurs connaissances sur le genre aux autres membres de la FEMUCOS. Cependant, au fil de ce processus, des questionnements ont commencé à surgir chez certaines dirigeantes et membres des groupes, sur la base des limites constatées dans l'applicabilité des enseignements reçus. L'une des dirigeantes m'a mentionné ce qui suit¹² :

12. Les citations tirées des entrevues effectuées auprès des dirigeantes ou des membres de la FEMUCOS sont désignées par le sigle FEM, suivi d'un numéro (de 1 à 7) qui

Il y a quelque chose que j'ai toujours critiqué du travail des femmes. Je l'ai critiqué, car cela me préoccupe beaucoup... le fait que c'est seulement la femme qui connaît ses devoirs et ses droits... Mais l'homme, personne ne travaille avec l'homme [...] Cela me préoccupe parce que je le vis, tu vois. Les compagnes de l'ONG [une ONG féministe de la ville avec laquelle des membres de la FEMUCOS ont des contacts] me disent : « Non, mais imagine-toi, nous autres, les femmes, nous avons à nous occuper des problèmes qui nous affectent. » Je dis, moi, que cela aussi nous affecte. Parce que si j'ai un compagnon qui ne comprend pas ce que j'apprends, alors cela ne sert à rien. Nous allons avoir toujours le même problème. Parce que je le comprends, mais pas lui (FEM1, 2002).

La chercheuse dominicaine Natacha Calderón souligne que c'est souvent dans les relations qui existent entre la femme et son mari qu'apparaissent des effets insoupçonnés concernant la conscientisation des femmes sur la problématique du genre. La femme constate que son mari exerce une forme de contrôle sur elle, puis partage cette information avec les membres de son groupe. C'est en discutant de leurs conflits familiaux avec les autres que certaines envisagent le fait que des choses puissent changer. Cependant, comme le souligne Calderón, ce processus de prise de conscience peut tourner en conflits violents avec le mari, le père ou les frères qui refusent de participer « aux affaires de femmes » et ne tolèrent pas que celles-ci « n'assument pas leurs obligations » (Calderón 2000 : 118). C'est en cherchant à éviter que surgissent de telles situations de violence que les dirigeantes et membres de la FEMUCOS ont démarré un processus collectif de conscientisation sur le genre :

J'ai une amie, Maria (nom fictif). Elle est très... parfois elle se met à discuter avec les hommes à propos de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. Je lui dis : « Maria, écoute, il y a des moments où je connais mes droits, mais où je dois y renoncer. Pourquoi ? Parce qu'une femme qui se met à se disputer avec un homme, c'est dangereux. » Pour

correspond chaque fois à une personne différente ainsi que de l'année où a eu lieu l'entrevue.

ma part, je me tais, et je m'en tiens là, tu vois. Après, un jour où il est plus tranquille, nous recommençons à parler et à traiter à nouveau de ce thème (FEM1, 2002).

Dans les échanges autour de la perspective de genre que j'ai eus avec quelques dirigeantes de la FEMUCOS, on retrouve cette volonté d'éviter le plus possible les conflits entre les hommes et les femmes. Notons qu'elles sont loin de se positionner en « victimes », et l'on remarque dans leurs propos (transcrits ci-dessous) qu'elles voient dans la perspective de genre une approche qui implique des changements dans les comportements non seulement des « hommes » mais aussi des « femmes ». Voici quelques extraits des propos tenus par les personnes interrogées :

Le thème de la perspective de genre a, selon moi, à voir avec le fait qu'il y a égalité dans les possibilités qui s'offrent aux hommes et aux femmes. Qu'on ne te juge pas ou qu'on ne t'exclut pas sur la base que tu es une femme ou un homme. Nous sommes dans ce monde pour quelque chose. Il y a tant d'activités et de travail à faire ou que l'être humain doit faire. Il faut le faire, peu importe qu'on soit un homme ou une femme. Autrement dit, qu'il n'y ait pas de discrimination d'une personne sur la base du sexe. Cela est ma vision de ce qu'est le genre. Qu'on ne m'écarte pas d'une quelconque activité parce que je suis de sexe féminin, peut-être parce que je n'ai pas les capacités ou les habiletés de le faire, mais pas parce que je suis une femme. La même chose vaut pour un homme, qu'on ne le discrimine pas parce qu'il est « homme », ou que quelqu'un dise : « Tu ne peux pas faire ça, tu es un garçon et ça ne s'adresse pas à toi » [...]

L'égalité n'est pas toujours dans les avantages. Souvent, les femmes, nous parlons d'égalité de genre quand cela nous convient. Alors que, lorsqu'il faut faire n'importe quel type de travail qui comporte un effort physique ou implique de se salir les ongles ou les vêtements, on ne veut pas le faire. Attends un peu ! Le mot « égalité » indique que nous devons participer à tout, alors embarquons-nous dans tout. Comme par exemple, j'ai offert ma chaise à un homme. J'étais assise, et ça faisait un bout de temps que le pauvre homme était

debout. Je lui ai dit : « Venez, assoyez-vous ! » Il ne voulait pas. Je lui ai dit de venir, car les hommes aussi se fatiguent d'être debout. Tu vois ? Cela est ma conception du genre.

Je ne suis pas d'accord avec l'idée que les hommes sont coupables de tous les maux des femmes. Le coupable, c'est le système implanté par les hommes et que les femmes ont renforcé. Le système est là, et nous avons à trouver des solutions. Malheureusement, nous en sommes les conséquences, les hommes aussi. Dès tout petits, les critères idéologiques et sociaux disent que les hommes sont faits pour telle chose et les femmes pour telle autre. Alors, toi, changer ça d'un seul coup, c'est impossible. Il faut un processus de formation pour faire en sorte d'intégrer les personnes, que le travail se fasse que tu sois homme ou femme. Tu ne peux pas dire à la petite fille qu'elle ne fasse pas telle chose parce que c'est réservé aux garçons, non. Qu'elle le fasse si elle a la vocation ou l'habileté pour le faire. Cela est ma conception du genre, que dans la vie il faut faire des efforts, essayer de se dépasser, étudier, être meilleur et indépendant, qu'on soit homme ou femme.

Nous voulons travailler ensemble avec les hommes. Depuis trois ans, nous travaillons à développer des ateliers de formation avec une vision de genre qui nous ont aidées à nous connaître davantage et à connaître notre potentiel. Peut-être que ces ateliers pourraient être donnés aussi aux hommes, je veux dire des ateliers avec une vision du genre. Parce que souvent, la femme ne fait rien avec sa formation. Quand ça devient un peu plus clair quelle est sa fonction sociale, elle est confrontée à la maison à l'homme qui ne comprend rien à tout ça. Nous ne voulons pas préparer la femme pour qu'elle aille se disputer avec son homme à la maison, sinon pour que les choses se fassent en harmonie, pour que vous [l'homme] sachiez que vous ne devez pas me discriminer, que vous ne devez pas discriminer votre épouse. Nous devons participer tous deux parce que nous sommes un couple, nous allons avoir les mêmes droits et les mêmes obligations. Nous devons tout partager. Dans cette optique, nous manifestons notre inquiétude à savoir que les hommes

devraient participer aussi aux formations sur le genre (FEM2, 2002).

Quelques époux des femmes de la FEMUCOS le font déjà. Mais leur réaction est terrible. Ils font des blagues, ils disent que les femmes veulent donner des ordres, mais lorsque vient le temps de payer une facture, elles cherchent l'homme... Et voilà, c'est comme ça, mais au moins ils retiennent quelque chose [...] On obtient quelque chose parce qu'au moins l'homme peut considérer davantage la femme en se disant : « Mais, c'est bien vrai, la femme fait ça et ça, et je ne le valorise jamais. » Au moins, tu vois, il apprend ce type de choses (FEM4, 2002).

Mettre en pratique les connaissances, c'est plus difficile. Tu te rends compte que ce qui lui fait le plus honte, ce sont les tâches ménagères. Il y en a plusieurs qui, par exemple, oui, vont balayer. Mais ils ferment la porte de devant (Rires !) Parce que tu sais que c'est généralisé le concept du travail masculin et du travail féminin. Si le voisin voit le mari balayer, il va dire à tout le monde que sa femme le gouverne. Ce que nous cherchons à obtenir, nous avons plus de chances de l'obtenir auprès des jeunes. Par exemple, nos frères et nos sœurs, nos enfants, nos neveux et nièces, voisins et voisines. Il faut essayer que la prochaine génération qui grandit ne le fasse pas en fonction de critères avec lesquels nos grands-parents et nos parents ont grandi (FEM2, 2002).

Dans la suite de notre conversation, il m'est apparu qu'en certaines occasions un effet contraire à celui qui est recherché à travers les formations sur le genre se produisait. Au lieu de mettre l'accent sur leurs problèmes dans leurs relations avec les hommes, les femmes mettaient en avant les bons comportements de leur mari ou d'autres proches. Après la mention par l'une des répondantes (FEM3) du fait que son mari l'aidait dans les tâches ménagères : « Je me sens bien avec lui, quand j'arrive à la maison, je le vois en train de repasser le linge ou de laver ses vêtements, je me sens bien, il m'aide pas mal », une autre a ajouté que « ce n'est pas parce que les hommes ne veulent pas aider, c'est qu'ils ont honte ». Une troisième femme a alors pris la parole pour dire que son père faisait de tout à la maison

et que c'était la même chose pour son frère : « Il baigne sa fille, prépare son lait. » Cette remarque a déclenché des exclamations chez plusieurs : « Comme c'est bien ! » Une autre a enchaîné en mentionnant que son voisin faisait à manger comme peu de femmes savent le faire, et qu'il ne veut pas voir sa femme dans les parages quand il est dans la cuisine.

S'il est normal que les femmes puissent vouloir mettre en valeur les comportements s'apparentant le plus aux enseignements reçus, le concept de genre, en tant que catégorie analytique, en vient cependant ainsi à perdre en partie sa portée critique. Comme il en sera question dans la section subséquente, les entrevues effectuées auprès de 24 paysannes dominicaines, membres de groupes affiliés à la Fundación Mujer-Iglesia et à la FEMUCOS tendent à montrer que les femmes ont souvent tendance à parler de la perspective de genre en fonction de ce qu'elles entendent sur le sujet plutôt qu'à partir de ce qu'elles vivent réellement et de ce qu'elles aimeraient voir changer.

« Nous, les femmes paysannes organisées » et la perspective de genre

Avant d'exposer les données issues des entrevues réalisées auprès des femmes paysannes, une brève présentation des raisons qui les ont amenées à vouloir se regrouper s'impose. Car ces raisons, bien qu'elles ne remettent pas directement en question les rapports hommes-femmes, peuvent déboucher sur une nouvelle prise de conscience des luttes à mener pour contrer la subordination des femmes dans différentes situations.

S'organiser pour s'entraider et apprendre

Les paysannes rencontrées ont d'abord choisi de se regrouper pour améliorer les services et les infrastructures de leur communauté. Cependant, les enjeux les préoccupant dépassaient souvent les questions prioritaires de l'eau, de l'électricité et du transport. Lors d'une de mes visites auprès de la leader d'un groupe de la FEMUCOS, un messenger (conducteur de moto-taxi) est venu lui porter la note d'un fonctionnaire haut placé lui confirmant que la

demande de son groupe avait été entendue et qu'un lit serait mis à la disposition d'une femme âgée et malade n'ayant nulle part où dormir. Dans une autre communauté visitée, le groupe de femmes affilié à la Fundación Mujer-Iglesia avait entrepris des démarches, conjointement avec la *junta de vecinos* (le regroupement des voisins et voisines), pour que cessent la musique et le bruit infernal en provenance d'un *colmado* (petit dépanneur). Les femmes se sont ainsi regroupées pour obtenir plus de services de leur municipalité, mais également pour offrir une aide inexistante dans la communauté et réclamer certaines formes de réglementation.

De nombreuses femmes ont formulé le souhait que plus de personnes soient organisées autour d'elles. « Être organisée » constituait un élément de valorisation personnelle et collective. Dans les réunions auxquelles j'ai assisté, certaines femmes commençaient leur phrase par *nosotras, las mujeres organizadas* (« nous, les femmes organisées ») pour traiter pendant plusieurs minutes de l'importance d'être ponctuelles, de donner l'exemple et de connaître ses devoirs et ses droits en tant que « femmes ». À ce sujet, une femme m'a mentionné ceci :

Une personne organisée apprend à reconnaître ses droits. Parce que moi, en tant que femme, j'ai des droits. Avant d'être dans une organisation, je ne pouvais pas me rendre compte de comment j'étais comme femme, comment je pouvais valoriser cela. Je ne connaissais pas non plus mes devoirs et mes droits. J'ai appris tout ça à travers le centre de mères (FEM5, 2002).

S'organiser, donc, pour pallier les manques institutionnels, mais aussi pour acquérir des connaissances. Toutes les femmes paysannes des groupes affiliés à la Fundación Mujer-Iglesia, sans exception, m'ont répondu que ce qu'elles aimaient le plus du fait d'être en groupe ou de leur relation avec la Fundación Mujer-Iglesia était que cela leur permettait d'apprendre. Les réponses obtenues de la part de plusieurs femmes des groupes membres de la FEMUCOS allaient aussi dans ce sens. Dans divers projets de développement, des cours sur la santé, la violence, le leadership, les techniques administratives, etc., étaient proposés périodiquement aux femmes paysannes, mais

d'après certaines dirigeantes, notamment de la FEMUCOS, l'un des thèmes les plus appréciés serait celui du genre. Toutes les paysannes rencontrées avaient assisté à au moins une activité de formation sur le genre organisée par l'une des deux organisations.

Qu'est-ce que la perspective de genre pour les femmes paysannes ?

Lorsque j'ai posé la question suivante, au cours d'entrevues individuelles, aux femmes paysannes membres de groupes : « Qu'est-ce que signifie pour vous la perspective de genre ? », trois m'ont mentionné ne pas savoir ce que c'était. Par contre, la première réponse de la majorité des femmes (16 sur 24) a été qu'elles en avaient déjà entendu parler et de ce nombre, 14 m'ont spécifié que c'était lors d'ateliers donnés par la Fundación Mujer-Iglesia ou par la FEMUCOS. La réponse type était la suivante : « Oui, la fondation ou la fédération nous ont donné plusieurs ateliers là-dessus. » La première réflexion qui venait à l'esprit de la plupart des femmes interrogées en entendant l'expression « perspective de genre » était donc lié non pas aux expériences qu'elles vivaient quotidiennement en ce qui concerne les rapports hommes-femmes, mais bien à un enseignement reçu, dont elles se souvenaient en général vaguement et parfois pas du tout.

Les réponses des femmes (10 sur 24) qui avaient une signification à donner à la perspective de genre, autre que celle du genre grammatical (du type « le genre, c'est le féminin et le masculin »), ont varié, mais presque toutes se sont référées à la notion d'« égalité » pour expliciter ce terme. En analysant les réponses obtenues, on se rend compte que, pour donner sens à ce concept, les femmes se l'approprièrent comme quelque chose de fondamentalement « vrai » : « [Avec la perspective de genre] on sait que les femmes et les hommes sont égaux » ; « Le genre, c'est l'égalité des genres. Nous pouvons faire la même chose tous les deux, le même travail » ; « Je crois que, pour certaines choses, nous sommes tous égaux, par exemple pour le travail, nous travaillons tous et nous votons tous aux élections » ; « Il y a des choses que l'homme fait et que la femme peut faire (et le contraire est aussi vrai) : si je fais la

vaisselle, l'homme aussi peut la faire [...] dans cet atelier, ils nous ont aussi dit que si l'homme jouait aux dominos, la femme pouvait aussi le faire » [Et vous jouez aux dominos ?] « Non, pas parce qu'il m'empêche de le faire, mais parce que je ne sais pas jouer. J'aurais voulu apprendre, mais je n'ai jamais pu¹³ ».

Chez deux répondantes, on observe une certaine ambiguïté dans les réponses données. Elles ont d'abord fait référence au terme d'« égalité », à l'instar des femmes précédemment citées, c'est-à-dire comme une condition qui existe ou devrait « normalement » exister entre l'homme et la femme. Puis au fil de la conversation, alors qu'elles se référaient à leurs expériences personnelles, leurs propos se faisaient plus critiques et moins assurés. La première indique ceci :

Je pense que c'est bien [la perspective de genre]. Mon époux fait partie d'une association d'agriculteurs et moi, d'un centre de mères. Nous nous entendons bien parce que lui aime son regroupement et moi aussi. Et nous savons que faire partie d'un groupe est quelque chose de très bien. En plus, cela nous amène à partager les tâches dans la maison. Parce que nous, ici, le fait d'être organisés nous amène à nous partager le travail entre les six membres de la famille : un prend soin des animaux, l'autre va sur les terres agricoles, l'autre passe la vadrouille, l'autre lave. S'il faut cuisiner et qu'il n'y a pas d'égalité, alors... Mon mari doit cuisiner, il doit apprendre à cuisiner, parce qu'on me l'a enseigné dans le groupe (FEM6, 2002).

La seconde répondante a amorcé sa réponse de manière générale et positive : « La perspective de genre est que nous sommes tous égaux. L'homme ne vaut pas plus que la femme, ni la femme plus que l'homme, nous sommes au même niveau. » Elle a poursuivi en soulignant que les ateliers offerts permettaient aux femmes de se rendre compte de leur isolement. Elle m'a aussi indiqué que, lorsqu'elle revenait à la maison après les ateliers, elle pouvait traiter de ce thème avec son mari qui était maintenant plus sensibilisé. Cependant, lorsque je lui ai demandé si, comme une autre femme que

13. Le jeu de dominos constitue un symbole fort du machisme dominicain (Vargas 1998).

j'avais préalablement interrogée, elle croyait qu'il ne servait à rien que les femmes apprennent ce qu'est la perspective de genre si les hommes ne sont pas aussi conscientisés, elle m'a répondu :

C'est mon cas. C'est difficile, difficile avec l'époux. Pour que je puisse briser cette barrière... Elle peut se briser si nous nous organisons. Je sors de la communauté même s'il n'aime pas ça, tu vois. Nous sortons. Nous sommes conscientisées, mais ce n'est pas égal. L'homme et la femme, ce n'est pas égal à cause du machisme. Nous sommes en train de nous éduquer, mais eux aussi ont besoin d'être éduqués. Certains ont changé, mais ce ne sont pas tous. Il faut constamment que la femme lutte (FEM7, 2002).

Finalement, deux autres répondantes ont souligné que c'est par la connaissance de la perspective de genre que les femmes arrivaient à connaître leurs devoirs et leurs droits. Pour illustrer cela, l'une d'elles mentionne : « Avant, on ne pouvait pas le dire si on avait des douleurs menstruelles et toutes ces choses. Il y avait des restrictions. Il fallait tout garder pour nous. Pourquoi ? Il s'agit d'une chose propre à une personne et dont on peut parler, c'est naturel, non ? » L'autre indique ceci : « Il y a des moments où la femme ne veut pas de cette relation, mais l'homme ne comprend pas ça. Il faut communiquer avec l'homme pour qu'il comprenne que tu es fatiguée, que ton corps brûle, etc. Tout ça, je l'ai compris avec l'atelier du genre. » Ces propos montrent que les femmes pour qui la perspective de genre signifiait quelque chose s'approprièrent le contenu des formations en se référant à des « éléments significatifs » pour elles (Deneulin et Mella 2002). C'est par ce moyen qu'elles donnent un sens au thème du genre et à l'application qu'elles peuvent en faire.

Conclusion

Un des buts visés par la diffusion du discours sur le genre consiste à favoriser une plus grande égalité entre les hommes et les femmes. Les distinctions établies entre les « intérêts/besoins pratiques » et les « intérêts/besoins stratégiques » de genre témoignent de l'importance accordée dans l'approche GD au fait que

les femmes doivent clairement revendiquer une plus grande égalité entre les sexes. En République dominicaine, ce message a été largement diffusé par l'intermédiaire des ONG et a été entendu par les groupes de femmes. Les entrevues réalisées auprès des femmes paysannes montrent que plusieurs d'entre elles associent désormais la perspective de genre à l'égalité lorsqu'elles suggèrent, par exemple, que « si l'homme travaille, la femme peut travailler ; si la femme lave la vaisselle, l'homme doit aussi le faire ». Paradoxalement, toutefois, c'est lorsque les femmes interrogées faisaient des liens entre le concept de « genre » et leurs expériences personnelles, sans nécessairement passer par le concept d'« égalité », que semblaient apparaître les représentations des « hommes » et des « femmes » les plus proches du monde réel et que celles-ci envisageaient de véritables possibilités de changements.

Afin de mieux comprendre ce paradoxe, il m'apparaît nécessaire de revenir sur les buts visés par les activités de formation sur le genre : l'atteinte de l'égalité, de même que l'autonomisation des femmes. L'« égalité » présuppose une opposition binaire entre les « femmes » et les « hommes ». Cette opposition peut être valide sur un plan stratégique, en tant qu'instrument de revendication politique, mais elle pose aussi problème. Comme le fait remarquer Luce Irigaray (1990 : 12), « demander d'être égales suppose un terme de comparaison. À qui ou à quoi veulent être égalées les femmes ? Aux hommes ? À un salaire ? À un poste public ? À quel étalon ? Pourquoi pas à elles-mêmes ? » Les références à la notion d'« égalité » ont donc souvent trait à des choses mesurables : l'égalité des revenus, la parité des hommes et des femmes en politique ou encore une répartition égale des tâches ménagères. Cela dit, n'y a-t-il pas lieu de se demander si, par exemple, le fait d'exécuter une tâche généralement associée à l'autre sexe constitue en soi un signe attestant de rapports plus égalitaires ? À ce sujet, Ellen Farr et Rudo Chigita font remarquer que si les hommes et les femmes « peuvent réaliser différents types de travaux et être égaux, ils peuvent faire le même travail sans être égaux. Ce qui importe ce n'est pas tant qui fait telle chose, mais qui définit le rôle de l'autre et si les femmes comme les hommes ont le droit de choisir » (cité par Iturra 2003 : 14 ; traduction libre de l'auteure).

De ce point de vue, l'important n'est pas tant la recherche de l'égalité en ce qui concerne « qui fait quoi ? » que l'élaboration de stratégies qui permettent de transformer les relations de pouvoir. Lorsque, par exemple, un homme exerce du pouvoir sur une femme, il use de sa capacité d'agir sur la conduite d'une autre personne. Dans une telle situation, ce qui importe, c'est que la femme dispose d'une marge de liberté assez grande pour résister en tentant que sa conduite ne soit pas déterminée par l'autre ou en essayant de déterminer en retour la conduite de l'autre¹⁴. Les entrevues menées auprès des paysannes dominicaines font voir que ce qu'elles souhaitent souvent le plus dans les relations avec leur mari est de réussir à communiquer davantage et d'être considérée par lui. C'est sur ce plan (et non sur celui de la recherche d'« égalité ») que des transformations leur apparaissent possibles.

En ce qui concerne l'autonomisation, les activités de formation sur le genre veulent permettre aux femmes de gagner du pouvoir à travers, notamment, la reconnaissance et le respect de leurs droits. Or, en réalité, en ce qui concerne les droits des femmes, l'enjeu ne réside pas tant dans l'autonomisation des femmes que dans les possibilités qu'elles ont de changer les choses, étant donné les conditions réelles dans lesquelles elles vivent (Deneulin et Mella 2002). Si, par exemple, une femme est victime de violence conjugale, elle tiendra compte d'une multitude de facteurs avant de porter plainte, même si elle a appris que la Loi n° 24-97 est censée la protéger : « Qui assurera ma sécurité ? Où puis-je aller avec les enfants ? La police et le système judiciaire prendront-ils ma défense ? Qu'en penseront la famille et les gens de la communauté ? » J'ai montré que les limites auxquelles doivent faire face les femmes dominicaines dépendent beaucoup des représentations identitaires qui circulent dans la société, mais elles sont aussi fonction d'autres facteurs d'ordre historique, économique, politique, judiciaire, économique, etc.

Si les formations sur le genre ont pu semer chez certaines paysannes « les graines de la critique », il importe de reconnaître que, à la suite de ces formations, ces femmes se retrouvent souvent isolées dans leur milieu avec des connaissances issues d'un autre monde

14. La vision des choses que j'expose ici s'inspire beaucoup des travaux de Michel Foucault (1982).

(celui du développement international) qu'elles ne peuvent appliquer sans courir de risques. Devant ce constat, je crois qu'il y a lieu de s'interroger sur la conceptualisation du genre en matière de connaissances à transmettre. Peut-être faudrait-il plutôt se pencher sur d'autres moyens de favoriser la prise de conscience des inégalités de genre¹⁵ ? Le fait d'être regroupées, de se sentir en confiance dans un groupe, de vouloir donner l'exemple dans la communauté (en se référant notamment au « nous, les femmes organisées »), ainsi que le désir d'apprendre, peut favoriser l'émergence d'une prise de conscience des relations de subordination présentes dans la famille et la communauté. Il me semble que c'est en considérant ce qui se passe dans les groupes de femmes paysannes et dans leur environnement que la réflexion sur les changements possibles dans les rapports entre les hommes et les femmes doit être envisagée plutôt qu'à partir d'une approche féministe internationale détachée des situations vécues au quotidien.

— RÉFÉRENCES

ANDERSON, Jeanine

1998 « Una propuesta de formación : extensiones, implicancias y segundos pensamientos », dans E. Largo (dir.), *Género en el Estado. Estado del Género*. Santiago (Chili), ISIS internacional : 43-54.

BÁEZ, Clara et Denise PAIEWONSKY

2000 « Género y ciudadana : recomendaciones para incorporar la perspectiva de género al programa FOOSC », rapport final de consultation pour le *Programa de Fortalecimiento de las Organizaciones de la Sociedad Civil en la República Dominicana*. Santo Domingo, INTEC-BID-OXFAM : 1-19.

15. Lorsque je me réfère aux inégalités de genre, ce n'est pas pour dire que les femmes doivent chercher à atteindre l'égalité avec un groupe empiriquement identifiable, soit les « hommes » (Mouffe 2000 : 195-196). Je veux plutôt parler de l'existence de formes spécifiques et différenciées de subordination qui découlent du fait d'appartenir à la catégorie « femmes » et contre lesquelles il faut lutter (Mouffe 2000 : 195-196).

CALDERÓN, Natacha

2000 « Historia de las organizaciones populares de mujeres de Santiago. Un estudio de caso : la coordinadora de mujeres del Cibao », texte compilé dans *Módulo II La Igualdad de la Mujer en el Contexto Histórico (Diplomado)*, document non publié. Santo Domingo : 70-128.

CONGER LIND, Amy

1992 « Power, Gender, and Development : Popular Women's Organizations and the Politics of Needs in Ecuador », dans A. Escobar et S.E. Alvarez (dir.), *The Making of Social Movements in Latin America. Identity, Strategy and Democracy*, Series in Political Economy and Economic Development in Latin America. Boulder (Colorado), Westview Press : 134-149.

CURIEL, Ochy

1998 « Retos y desafíos del feminismo dominicano », dans *Comisión organizadora del VIII Encuentro Feminista de Latinoamérica y el Caribe*, 1er Encuentro Feminista Nacional, 12, 13 y 14 de Junio. Santo Domingo, Asociación Medica Dominicana : 26-31.

DENEULIN, Séverine et Pablo MELLA

2002 *On Possibilitated Capabilities : The Role of Collective History in the Liberation from Unfreedoms*, manuscrit non publié. Santo Domingo.

FIGUEIRAS, Carmen Luisa

1995 « Feminismo en República dominicana : balances y perspectivas », *Género y Sociedad*, 3, 2, septembre-décembre : 41-89.

FOUCAULT, Michel

1982 « Le sujet et le pouvoir » dans D. Defert et F. Ewald (dir.), *Dits et écrits 1954-1988*, t. IV : 1980-1988. Paris, Gallimard : 208-226.

FUNDACION MUJER-IGLESIA

1998 « Mujer y equidad ». Formulaire de présentation de projet présenté à l'organisation Día Mundial de Oración, document non publié. Santiago de Los Caballeros.

INICIATIVA CARIBEÑA DE GÉNERO (ICG)

1996 *Guía de capacitación en análisis de género*. Santo Domingo (République dominicaine), OXFAM-Caribe.

IRIGARAY, Luce

1990 *Je, tu, nous. Pour une culture de la différence*. Paris, Éditions Grasset.

ITURRA, Ricardo

2003 *Género y consumo. Hacia un enfoque de género en la educación para el consumo*. Santiago (Chili), Oficina para América Latina y l Caribe de Consumers International.

LARGO, Eliana

1998 «Capacitación de género ¿para qué?», dans E. Largo (dir.), *Género en el Estado. Estado del Género*. Santiago (Chili), ISIS internacional : 9-30.

MOLYNEUX, Maxine

2000 «Mobilisation sans émancipation ? Participation des femmes, État et révolution au Nicaragua», dans Jeanne Bisilliat et Christine Verschuur (dir.), *Le genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique, Cahiers genre et développement*, t. 1. Paris-Genève, L'Harmattan : 123-132.

MOSER, Caroline

1992 «La planification de género en el tercer mundo : enfrentando las necesidades prácticas y estratégicas de género», dans Virginia Gúzman (dir.), *Una nueva lectura : género en el desarrollo*. Santo Domingo, Collection Teoria, CIPAF : 57-126.

MOUFFE, Chantal

2000 «Féminisme, citoyenneté et démocratie plurielle», dans Thanh-Huyen Ballmer-Cao, Véronique Mottier et Lea Sgier (dir.), *Genre et politique. Débats et perspectives*. Paris, Collection Folio/essais, Gallimard : 167-199.

PAIEWONSKY, Denise

2000 « Capítulo 1 (primera versión). Contexto general, antecedentes y perfil de los principales actores sociales », manuscrit non publié. Santo Domingo.

RATHGEBER, Eva, M.

1994 « WID, WAD, GAD. Tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement », dans H. Dagenais et D. Piché (dir.), *Femmes, féminisme et développement*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press : 77-95.

ST-HILAIRE, Colette

1993 *L'intégration des femmes au développement aux Philippines : une nouvelle gestion sociale des femmes*, thèse de doctorat. Montréal, Université du Québec à Montréal.

VARGAS, Tahira

1998 De la casa a la calle. Estudio de la familia y la vecindad en un barrio de Santo Domingo. Santo Domingo, Centro de Estudios Sociales P. Juan Montalvo, S.J.

VÁSQUEZ, Sonia

1994 « Proceso regional de género », lettre acheminée aux organisations participantes au programme Equidad-género OXFAM, document non publié. Santo Domingo : 1-15.